

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

JEUDI 13 MARS 2014

N° 17.851

A 10 jours du scrutin

Le choix de la résistance ou de l'aggravation



En pleine campagne, les retraités viennent d'apprendre qu'ils ne seront pas augmentés au 1er avril. Dans le même temps, le principal mode de financement des logements est remis en cause. Faut-il continuer et laisser les choses s'aggraver ou bien faut-il résister? C'est un des enjeux du scrutin du 23 mars.

Pour amener les capitaux nécessaires à la construction de logements à La Réunion, le pouvoir parisien a mis au point la défiscalisation. Ce dispositif est aujourd'hui la cible constante d'attaques avec l'application de l'austérité.

A 10 jours des élections, la situation se clarifie d'heure en heure. C'est ce qu'a rappelé le débat télévisé d'hier soir sur Réunion Première. Il existe des candidats du système. Ils veulent continuer à l'entretenir, et ils pensent qu'il est possible de l'utiliser pour régler les problèmes. C'est le cas de la maire de Saint-Paul notamment, qui est également députée et qui vote donc les lois qui organisent ce système.

Or, depuis quelques jours, une nouvelle très grave se répand. C'est le gel des retraites complémentaires au 1er avril. Elle complète un autre dispositif qui appauvrit les retraités: le report du 1er avril au 1er octobre de la revalorisation des pensions. C'est une déclinaison du plan d'austérité. Elle va toucher tous les retraités, les riches comme les pauvres. Bien sûr, l'impact sera plus grand chez les plus modestes, surtout à La Réunion où le coût de la vie et l'inflation sont plus importants qu'en France.

La crise en Europe

Dans les pays d'Europe les plus en crise, les mesures de restriction ont bien souvent commencé par la baisse du niveau

de vie des retraités. Cette couche de la population ne peut pas faire grève, et elle est très vulnérable. C'est ensuite que les gouvernants se sont tournés vers les fonctionnaires, puis les travailleurs du privé. Cela montre que dans le cadre actuel, il n'y a aucune illusion à se faire. La France est lancée dans la chasse au déficit, elle est pressée d'accélérer le pas par la Commission européenne. Sa réponse, c'est le Pacte de responsabilité et la recherche de 50 milliards d'économie.

Ailleurs en Europe, des gouvernements d'autres tendances politiques qu'en France appliquent le même type de mesure. C'est en effet ce continent qui reste le plus touché par les effets d'une crise qui s'est subitement accélérée depuis 5 ans. Et pour redresser la situation, ils s'en remettent à des politiques d'austérité.

Impact à La Réunion

À La Réunion, cette crise externe vient encore accentuer les difficultés. Par exemple, si dans les annonces officielles il est question d'augmentation de la construction de logement par exemple,

des statistiques viennent le contredire. Ainsi le rapport sur le mal-logement de la Fondation Abbé Pierre indique qu'une famille sur quatre vit dans un logement indigne. Or, pour tenter d'amener à La Réunion plus de capitaux pour financer la construction de logements, les gouvernements en place depuis près de 30 ans ont soutenu des dispositifs de défiscalisation. Avec la crise en Europe, ces mesures sont de plus en plus critiquées. La Cour des comptes a adressé le 27 février dernier un référé au Premier ministre au sujet de la défiscalisation dans le logement social. Les acteurs de ce secteur à La Réunion craignent qu'une remise en cause diminue le rythme des constructions. C'est là que se situe un enjeu du scrutin.

Faut-il continuer sur cette voie de l'aggravation avec des candidats qui soutiennent ce système, ou alors faut-il résister en ouvrant le chemin d'une alternative?

Résistance aux injustices

Le PCR est le parti de la résistance aux injustices. Il combat l'aggravation en proposant de soutenir le combat des victimes du système: les pauvres, les planteurs menacés par les effets de la mondialisation, et tous les travailleurs abandonnés par un modèle économique incapable de fournir des emplois durables à plus de la moitié de la population active.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

L'austérité pour les retraités

En pleine campagne électorale, une information est tombée comme un coup de massue pour 11,8 millions de personnes en France. Le 1er avril, les retraites complémentaires des travailleurs du secteur privé ne seront pas revalorisées. Cette décision est la conséquence de l'application d'un accord signé par quelques syndicats (CFDT, CFTC et FO) et les organisations patronales. D'après ce document, la revalorisation annuelle est égale à l'inflation moyenne annuelle moins un point, tout en tenant compte d'une correction par rapport à l'inflation de l'année précédente. Selon ce calcul, l'augmentation est égale à zéro.

Ce mauvais coup s'ajoute à un autre qui concerne cette fois tous les retraités: le report du 1er avril au 1er octobre de la revalorisation annuelle des retraites. Cette mesure vise à faire quelques économies, mais elle va plonger dans la détresse des millions de personnes.

À La Réunion, l'impact du gel des retraites complémentaire et du décalage de la revalorisation annuelle au 1er octobre sera encore plus grand qu'en France. Selon le dernier indice des prix de l'INSEE, l'inflation à La Réunion était à 1,4% fin janvier, contre 0,7%. Pour les dépenses de premières nécessités, l'écart est encore plus grand: 3% contre 0,4% dans l'alimentation; 8,3% contre 0,1% pour l'énergie. Dans l'habillement, la hausse annuelle à La Réunion est de 0,9%, alors qu'en France les prix sont en baisse de 4%.

La perte de pouvoir d'achat sera donc bien plus grande à La Réunion qu'en France. Dans le même temps, les prix sont à un niveau plus élevés à La Réunion qu'en France. C'est ce qui justifie la sur-rémunération de 53% versée par l'Etat à ses agents.

Les motifs invoqués pour ce gel sont la lutte contre les déficits. C'est une application de l'austérité. Pour redresser les finances publiques, le gouvernement a fait le choix de limiter les dépenses, ce qui a pour conséquence de maintenir l'économie de ce pays au bord de la récession. Pour le moment, pas de plan de relance à l'horizon qui pourraient créer des emplois, et donc de nouvelles recettes pour les régimes de retraite.

L'urgence est telle qu'une décision aussi grave ne peut être différée et tombe en pleine campagne électorale. En France, une personne sur six a la certitude de voir son pouvoir d'achat diminuer. C'est bien la preuve de l'aggravation de la crise.

J.B.

Zone euro toujours à la traîne et confirmation du redressement des États-Unis

Les pays émergents en ligne de mire de l'OCDE

A l'occasion de la présentation à la presse de l'Évaluation économique intermédiaire, le Secrétaire général adjoint et Chef Économiste par intérim de l'OCDE, Rintaro Tamaki, a annoncé que le ralentissement de l'activité des économies émergentes sera un frein à la croissance mondiale.



Usine de voiture électrique Tesla en Californie. 2,9% de croissance cette année et 3,5% l'an prochain: l'OCDE confirme le redressement des États-Unis tandis que la zone euro reste loin derrière. Afrique du Sud, Brésil, Inde et Turquie subissent les effets de reflux de capitaux. (photo Steve Jurvetson)

Dans cette étude publiée le 11 mars, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) met en avant la dynamique de croissance qui s'est améliorée dans les économies avancées, le ralentissement de la croissance accentué par le durcissement des conditions financières dans les économies émergentes et les réformes structurelles devenues de plus en plus importantes tant dans les économies avancées que dans les économies émergentes.

Légère embellie

Dans la plupart des économies avancées, le rapport souligne «un renforcement de la reprise en cours, soutenue par une politique monétaire accommodante et une réduction des mesures fiscales». L'OCDE confirme la reprise dans les pays développés, aux États-Unis où la croissance s'est accélérée, avec une hausse du PIB de 2,9% l'an prochain et 3,5% en 2015.

Dans la zone euro, elles progressent à 1% en 2014 et 1,6% en 2015. L'Espagne, le Portugal et l'Italie commencent à voir des éclaircies, car leurs économies sont aujourd'hui «tirées par la demande externe, une amélioration des balances courantes, un retour de la confiance et de l'investissement et des besoins d'ajustement budgétaire moins importants», a expliqué Jean-Luc Schneider,

directeur du département Économie de l'OCDE, sur Le Figaro.fr.

Le rapport met en avant la faiblesse de l'économie européenne, concentrée autour du chômage et de l'inflation. A la baisse dans la plupart des pays, le taux de chômage reste très élevé dans la zone euro avec 12% en janvier, soit près du double de celui des États-Unis et de la Grande-Bretagne. L'inflation se situe à 0,8% en zone euro, ce qui «est largement sous la cible de 2% et devrait rester très faible pendant une longue période», a prévenu l'OCDE. L'évaluation de l'organisation montre qu'en dépit «des avancées sur le front des finances publiques et des réformes structurelles engagées, les fragilités sont encore aiguës pour les Dix-Huit» en ce début d'année 2014.

Ralentissement des économies émergentes

Pour l'organisation, la croissance mondiale devrait «rester modérée à court terme en raison des difficultés rencontrées par certaines grandes économies émergentes». En effet, l'OCDE a expliqué que les économies émergentes représentent plus de la moitié de l'économie mondiale, de fait «la performance économique à la traîne de plusieurs économies émergentes» devrait entraîner une «crois-

sance économique mondiale seulement modérée sur le court terme».

D'après le rapport l'accroissement économiques des pays émergents est disparate, d'un côté «certains pays continuent à croître fortement tandis que d'autres, frappés par un reflux des entrées de capitaux, sont à la traîne», comme l'Afrique du Sud, du Brésil, de l'Inde et de la Turquie. L'OCDE a revu à la baisse sa prévision de croissance pour l'économie mondiale à 3,6% en 2014 et 3,9% en 2015.

Concernant la Chine, l'organisation s'inquiète «des risques d'un coup d'arrêt à la croissance si rien n'est fait pour encadrer la distribution du crédit et remédier aux faiblesses du système financier».

Rintaro Tamaki a expliqué lors de la conférence de presse de présentation que l'assainissement budgétaire prévu au Japon, «devrait entamer la croissance à court terme». De plus, «la hausse du taux de la taxe sur la consommation - qui entrera en vigueur le 1er avril - devrait doper l'activité au premier trimestre, les consommateurs procédant à des achats par anticipation, et faire monter le taux de croissance à 3,9% en rythme annualisé». La reprise ne devrait revenir «sur une trajectoire plus normale», d'ici le troisième trimestre.

Céline Tabou

Les municipales au Port

Nouveau beau meeting avec Loulou à la Cité Ariste Bolon



Belle mobilisation à la cité Ariste Bolon du Port. (photos A.D.)



En avant avec Loulou.

Mardi soir s'est déroulé à la Cité Ariste Bolon du Port un nouveau meeting de la belle campagne électorale menée par la liste d'union démocratique conduite par Henri Hippolyte. Ce meeting, animé par Firose Gador, a connu un grand succès, à la fois par l'ampleur des participants, par l'ambiance chaleureuse autour des candidats soutenus par le PCR et par la qualité des diverses interventions.

Ont pris successivement la parole: Christophe Rocheland, Brigitte Blancard, Jean-Yves Langenier et Loulou. Les orateurs ont souligné à la fois l'importance de cette mobilisation pour remporter la victoire d'une équipe au service de la population portoise et les nombreux projets qui seront mis en

œuvre dans ce sens.

Fortement applaudis par le public, ils ont également dénoncé les mensonges, calomnies et autres tromperies déversé(e)s par les adversaires d'Henri Hippolyte, en particulier par celui qui a trahi les Portoises et les Portoises après qu'ils l'aient élu dans l'équipe de Jean-Yves Langenier, où il n'a pas assumé les tâches qui lui étaient confiées. «C'est pourquoi, face aux diviseurs, plus que jamais le combat va continuer dans l'union pour transformer notre ville. C'est ainsi que Le Port ira toujours plus haut et toujours plus loin», a conclu Loulou, longuement ovationné par la foule.

Correspondant

Lettre de la section de Saint-Denis du PCR

Chers amis et camarades,

Cinq camarades de notre section communiste appartiennent à la liste Ismaël ABOUDOU à l'occasion des élections municipales dans la commune de Saint-Denis. Vous allez sans doute vous demander pourquoi nous n'avons pas constitué notre propre liste et pourquoi nous n'avons pas choisi de nous présenter sur une autre liste que celle-ci

Pourquoi nous n'avons pas constitué notre propre liste?

Vous savez bien que notre parti n'est pas structuré et organisé comme il devrait l'être dans la capitale. On peut trouver plusieurs raisons à cette situation mais une raison essentielle réside dans le fait que notre campagne de reconstruction n'a pas encore produit les résultats attendus. La reconstruction se poursuit donc avec l'espérance d'un renforcement prochain de notre section de Saint-Denis.

Mais aurions-nous été suffisamment forts, organisés et structurés, nous n'aurions pas choisi d'aller tous seuls à la bataille électorale, parce que notre parti s'est donné comme ligne de conduite la politique d'union, ou encore d'alliance. Donc, nous aurions choisi de faire l'union avec d'autres mouvements et des personnalités de la société civile. Voici donc la réponse que l'on peut apporter aux amis et camarades qui se posent de bonne foi cette question.

La deuxième question qui nous vient à l'esprit est la suivante: pourquoi pas la participation à d'autres listes existantes de la droite?

La participation à des listes de droite ne nous est pas apparue comme une bonne solution après les règnes sans partage de Chirac et de Sarkozy qui nous ont progressivement

imposé une politique de disette et qui n'ont pas su mettre La Réunion dans une stratégie de développement en préconisant la politique d'intégration qui nous laisse dans la situation où nous sommes aujourd'hui. Il nous est apparu que la droite n'a jamais voulu une décolonisation réelle de La Réunion ainsi que notre développement. Certes on dira qu'à un moment donné nous avons appelé à voter Chirac, mais entre Chirac et Le Pen notre choix nous semble logique. Il reste que la droite ne fait pas en ce moment le bon diagnostic de notre situation, et dès lors n'apporte pas les remèdes qui conviennent pour répondre à la crise qui nous frappe.

Pourquoi n'avoir pas tenté un rapprochement avec la liste Annette?

En 2012, nous avons demandé à nos électeurs de voter François Hollande car nous pensions que les engagements pris lors du discours de Saint-Louis n'étaient pas des paroles en l'air. Or nous constatons qu'il en était bien ainsi. Ajoutons encore à cela le tournant réactionnaire de la politique de Hollande, pris il y a quelques mois sans états d'âme, sous couvert d'une politique sociale-démocrate. Il n'était pas question pour nous de nous rapprocher de ceux qui n'ont pas élevé la moindre critique ou le moindre désaccord ou encore la moindre réserve à l'encontre de cette politique et qui n'ont pas revendiqué des justes mesures pour La Réunion. Pour nous, ils n'ont pas, eux non plus, le bon diagnostic et à plus forte raison pas le bon remède à notre situation. A ne pas oublier non plus le rôle peu reluisant joué en 2010 au second tour des élections régionales par le secrétaire de la fédération socialiste qui n'était autre que Gilbert Annette et qui a permis à Didier Robert de s'emparer de la région et mettre en œuvre sa politique désastreuse.

Pourquoi le choix de la liste d'Ismaël Aboudou?

Nous avons fait une tentative pour nous rapprocher des gens de gauche en rupture de ban avec le parti socialiste au moins pour affirmer haut et fort que la liste Annette n'était pas celle de toute la gauche dyonisienne. Cette tentative, comme on le sait, a échoué. Dès lors il fallait chercher une autre solution qui respecte nos principes de stratégie d'union, de refus de la politique de François Hollande, et une stratégie nouvelle en vue d'apporter des solutions à la jeunesse de Saint-Denis, de lutte contre la misère, d'une vraie politique économique, sociale, culturelle et environnementale. Cette perspective est venue d'Ismaël Aboudou qui a initié un regroupement de partis, mouvements et personnalités progressistes. C'est la raison pour laquelle nous participons à la bataille municipale aux côtés de ces mouvements et personnes dans le respect de chacun et avec la volonté d'inscrire dans la vie politique cette stratégie d'union.

Quel sera l'avenir?

L'avenir sera ce que les électeurs de Saint-Denis voudront. L'accueil reçu est bon; il reste maintenant à concrétiser en termes de résultats, et de préparer un avenir pour les forces réellement progressistes de Saint-Denis.

Chers amis, chers camarades, Voici la stratégie qui est la notre, et qui n'est pas une conduite politique à courte vue, mais destinée à ancrer Saint-Denis pour l'avenir dans la lutte contre la pauvreté, au profit de la jeunesse et pour le développement économique créateur d'emplois et soucieux de la protection de l'environnement et l'épanouissement humain...

Pour la section de Saint-Denis
Le Secrétaire
Alain GRAVINA

Rencontres avec les institutions et marche pour la culture

Les acteurs culturels réunionnais font entendre leur voix



Défilé des acteurs culturels hier dans les rues de Saint-Denis.

Après le 10 février dernier, une seconde journée d'action a été organisée ce mercredi 12 mars à Saint-Denis à l'appel du Collectif Je Marche pour la Culture à La Réunion. Cela afin d'attirer l'attention des décideurs sur la gravité des problèmes et des carences de la politique culturelle, qui est pourtant à considérer comme un des piliers du développement durable du pays.

À cette occasion, durant la matinée et en début d'après-midi, quatre délégations du Collectif, composées de divers acteurs culturels réunionnais, ont rencontré des représentants de trois institutions — la Direction des Affaires Culturelles de l'Océan Indien (DAC-OI), la Région, le Département — et la députée Éricka Bareigts. Ces délégations ont fait part de leurs préoccupations à leurs interlocuteurs et celles-ci sont résumées en deux questions.

La première : « Dans le contexte actuel de mutation du secteur culturel et de contraction budgétaire incitant les acteurs (artistes, techniciens, responsables de salles, de compagnies, de groupes, de festivals...) à mutualiser davantage leurs projets et leurs moyens, dans quel cadre et selon quels procédés votre institution envisage-t-elle la construction

d'une politique culturelle équilibrée à l'échelle du territoire réunionnais, en synergie (et/ou complémentarité) avec les autres collectivités, l'État et l'Europe ? ».

La seconde question : « Si les acteurs culturels de l'île prenaient l'initiative de rassembler l'ensemble des collectivités publiques impliquées dans le champ culturel pour engager une réflexion commune sur la place de l'art et de la culture dans la société réunionnaise, de quelle manière et dans quel cadre votre institution serait-elle prête à consacrer du temps et à participer à ces échanges ? ».

Pou fé avans nout kiltir

En fin d'après-midi, le Collectif, animé par Lolita Monga, va publier

prochainement un communiqué pour tirer le bilan et les enseignements de ces quatre rencontres. Et pour faire entendre la voix des acteurs culturels réunionnais, une marche a été organisée dans la soirée entre le Jardin de l'État et la préfecture avec ce slogan : « Nou mars ansanm pou la kiltir ».

Plus de 200 personnes — à la fois des professionnels de la culture et des militants culturels solidaires de cette cause — ont participé au défilé, avec des panneaux et des slogans. Puis un kabar atèr, ouvert à tous et gratuit, a été organisé au Jardin de la Préfecture en présence de nombreux danseurs, comédiens, circassiens et musiciens, parmi lesquels les groupes Roulèr Killer et Kayamb Band. Plusieurs stands d'information sur la situation de la Culture et des intermittents étaient à la disposition du grand public (flyers, projection du film "Adieu Intermittents"). Nul doute que dans le contexte de crise socio-économique et politique actuel, le combat du monde culturel réunionnais va continuer pou fé avans nout kiltir.

Correspondant

Otè!

**E la invanté
limn nasyonal,
konm la invanté
in drapo!**

Nou la fine rant an kanpagn, dizon pa ofisièl, mé preské; pars di pa moin ou fé in diférans ant in kanpagn ofisièl é in kanpagn lé pa ankor ofisièl, koué i sanz dan lo ton, dan lo mo, dan lo zidé ou vé fé pasé dan la tèt lo moun lé dovan ou; lé vré in rényon politik la poin tro déba! Lo déba té avan dan lo group kandida.

Donk inn i komans kozé; in lanimatèr i pas la parol lot, li prezant inn tipé avan l'intervansyon, la persone é an minm tan kèl tème li sar dévlopé, tou sa la. Lo rényon i dévoul, inpékab, zisko kandida promié la lis, li ardèroul tout dan lord, li responsab programe foutor... aplodisman, rényon fini mi komans lévé mon fès i komans biin krazé si béton, mon do biin bloké mon janm an fourmi-ankor moin té asi lé zot té doboute... Bayoun baya mi koné pa koué la spasé dann fon laba dan lo «staf» mi antann alon zanfan de-la-patri-i-i-e, lo zour do gloir é tarivé.

Otè, mon san la fé in tour; kouék la rivé! Ki la lans so sanson; nou lé pa stad Frans ék Frans-Brézil football koup du mond! Dizon moin in rényon UMP; é lé pli réaksyonèr la pu égzisté; moin noré préféré l'internasyonal ou lo sifon rouz de Fugain! «...Mi san a moin plu fransèz ke rényonèz...» la répons la persone la lans so linm nasyonal la Frans.

Totos, ou sobat po lidantité réyonèz, ou batay po fé vot loi po rokonèt lo kréol, lang, patrimoine nout péi, nout konpatriot, la Rényon nout péi. Ki lé nout drapo la Rényon si batiman piblik? Mèt in bon séga ou in bon maloya po fini nout rényon politik isi. Res dan nout kiltir...nou lé pa laba!

Justin